

Type de réunion

Réunion de lycée professionnel public

N° 4 Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Après la présentation de deux diapositives pour introduire le thème la discussion s'engage sur les actuelles insuffisances de la formation continue qui ne permet pas de vraies reconversions professionnelles, ni même de vraies évolutions de carrière.

Mais attention, dit un intervenant, il ne faut pas opposer formation initiale et formation continue ; en fait ce sont deux temps qui se complètent.

De même il ne faut pas opposer l'École et le monde du travail ; il faut veiller au bon équilibre entre les deux afin de ne pas former seulement de "bons salariés au détriment de bons citoyens".

La formation initiale doit pouvoir assurer à tous les élèves une formation de base conforme à leurs motivations. Or dans certaines zones, éloignées des centres urbains les choix sont limités et les élèves pas toujours mobiles.

Priorités significatives ressortant de ce débat

Quelle que soit la place que prendra la formation tout au long de la vie, il faut en tout état de cause assurer une solide formation initiale aux jeunes afin de préserver de bonnes chances aux futurs salariés de progresser et se reconvertir.

N° 7 : Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

Les échanges se sont orientés autour de deux axes:

Au niveau de chaque bassin

Multiplier les actions de communication autour de la voie professionnelle en direction des familles, des élèves, des enseignants de collège,

Faire connaître la pédagogie innovante des lycées professionnels, l'accompagnement des élèves qui y est généralement pratiqué (tutorat, restauration de l'estime de soi...),

Valoriser la plus value apportée par le lycée professionnel en faisant appel aux témoignages des élèves qui y ont réussi.

Au niveau national

Valoriser la voie professionnelle en donnant à ceux qui en sont issus les mêmes droits qu'aux élèves des voies générale et technologique,

Proposition significative

Accueillir plus largement les bacheliers professionnels dans l'enseignement supérieur.

09. Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

Examens-Notes

Le principe des notes n'est pas remis en cause et même considéré comme indispensable, tant aux yeux des élèves que des parents et des enseignants. Elles sont vécues comme justes.

C'est l'instrument privilégié de communication, avec les parents d'élèves complétés par des entretiens et / ou la participation des parents aux conseils de classe. Il n'y a pas de procédure mise en œuvre de façon générale pour permettre à un enseignant de prendre en charge un élève aux mauvaises notes persistantes. Il n'y a pas de formation intégrée en dehors de la docimologie.

En cas de difficultés l'enseignant n'a comme seul recours que sa motivation personnelle en sachant parfaitement que la clé dépasse largement la simple discipline et impliquer l'intervention d'autres acteurs et en particulier l'assistante sociale.

L'importance des notes dans les procédures d'orientation devrait être mieux pondérée par les appréciations générales de l'équipe enseignante et l'évaluation de la motivation de l'élève dans des modalités qui restent à définir. Il est souhaité la réapparition des commissions d'affectations.

Les procédures de VAE risquent de mettre les élèves qui ont satisfait aux procédures d'examen en concurrence défavorable. L'absence de possibilité de vérification des affirmations de compétences induit un biais intolérable pour l'évaluation. Le principe des examens nationaux doit rester intangible.

Le CCF en lycée professionnel est vécu comme positif, il suppose toutefois le maintien d'un examen national fondé sur la notation.

10. Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Orientation :

- affectation " autoritaire " : ne tiens pas compte du goût des élèves. Il y a un problème de localisation des formations.
- forte critique des contraintes de l'élaboration du PRDFP dans l'Académie basé sur l'approche purement économique locale et gestionnaire.
- concentration néfaste dans des établissements surdimensionnés qui retentira négativement sur la psychologie des élèves :
- peu de mobilité à l'âge considéré, refus de l'internat
- défaut de maturité : les choix ne sont pas suffisamment déterminés pour encourager à la mobilité
- manque de moyen financier des parents
- émergence de la concurrence des formations privées

Priorité :

- Privilégier les goûts et les intérêts de l'élève
- Offrir des palettes de formations les plus différenciées possible dans des établissements de proximité au niveau V.

15. Comment lutter contre la violence et les incivilités ?

La région est peu soumise aux phénomènes de violence. Les enseignants soulignent la prépondérance de l'éducation par les parents. Les élèves soulignent l'intérêt d'avoir des parents sévères.

Les enseignants affirment la nécessité de sévérité pour le fonctionnement correct de leur classes.

Il est souligné que le discours délivré lors de la formation en IUFM ne prépare pas l'enseignant à un comportement adapté face à une situation de violence de la part des élèves.

La mixité sociale tant en matière d'habitat (répartition géographique) que de scolarisation est vivement souhaitée.

En secteur difficile le surallègement des effectifs paraît être une réponse adaptée.

Il faut donner plus à ceux qui manquent le plus.

Une élève rapporte son expérience personnelle d'élève violente sauvée par la rigueur de ses parents et un déménagement qui lui a permis une scolarisation couronnée de succès dans un établissement socialement diversifié.

Priorités :

Mixité sociale et en particulier à l'école

Renforcer les moyens pour les publics défavorisés.

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Développer la mixité sociale en particulier à l'École.

2 Accueillir plus largement et convenablement les bacheliers professionnels dans l'enseignement supérieur.

3 Rechercher un maillage géographique cohérent des formations, tenant compte des intérêts des élèves, sans sacrifier à la rigueur budgétaire les zones rurales, moins denses démographiquement.